

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 2 JUIN 1905.

Projet de loi approuvant la Convention relative à la réparation des dommages résultant des accidents du travail conclue, le 5 avril 1905, entre la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

La loi belge du 24 décembre 1903 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail ne fait aucune différence entre les nationaux et les étrangers en ce qui concerne le droit aux indemnités et la prestation des garanties. Il n'en est pas de même de certaines législations étrangères, qui établissent, en cette matière, des distinctions préjudiciables à ceux de nos compatriotes qui vont travailler au delà des frontières. Toutefois, ces législations prévoient la possibilité de déroger plus ou moins complètement à ces règles restrictives.

Le Gouvernement du Roi n'a pas manqué d'aviser aux moyens d'obtenir, au profit de nos nationaux, le maximum des avantages que les lois étrangères permettent d'accorder aux ouvriers belges. Des négociations ont été entamées en vue de la conclusion de conventions internationales qui, indépendamment de la question principale qui vient d'être indiquée, régleraient utilement d'autres points secondaires, tels que la détermination de la loi applicable en cas d'occupation passagère, à l'étranger, d'ouvriers attachés à des entreprises ayant leur siège en territoire belge, la garantie réciproque des exemptions fiscales accordées en matière d'accidents, et l'échange, entre les administrations intéressées, des bons offices propres à faciliter, de part et d'autre, l'exécution des lois relatives aux accidents du travail.

Le Gouvernement du Roi a l'honneur, Messieurs, de soumettre à votre approbation une première convention, qui a été conclue, dans cet ordre d'idées, avec le Grand-Duché de Luxembourg.

H

Par l'effet de la convention, les ouvriers belges et leurs ayants droit échapperont aux dispositions restrictives des articles 48, n° 2, et 49, alinéa 3, de la loi luxembourgeoise du 5 avril 1902 relative à l'assurance contre les accidents du travail ⁽¹⁾.

D'après l'article 48, n° 2, le droit à la rente, en cas d'accident, est suspendu « pendant tout le temps que l'ayant droit étranger ne réside pas dans le » Grand-Duché » ; aux termes de l'article 49, alinéa 3, « les étrangers qui » quittent le Grand-Duché sans esprit de retour peuvent être désintéressés » par le paiement unique et intégral d'un capital égal au triple de la rente » annuelle ».

Désormais, ces dispositions ne seront plus applicables aux Belges, qui jouiront, sans aucune exception, de tous les avantages accordés aux ressortissants du Grand-Duché.

Il est superflu de faire ressortir le grand intérêt que présentera dès lors la convention en ce qui concerne surtout ceux de nos compatriotes qui, résidant non loin de la frontière, vont journellement travailler dans les usines du Grand-Duché de Luxembourg.

Il est hautement désirable que cet acte puisse sortir ses effets dès la mise en vigueur de la loi belge du 24 décembre 1903, soit le 1^{er} juillet de la présente année. C'est dire, Messieurs, que le Gouvernement attacherait le plus grand prix à ce que le projet de loi ci-joint fit l'objet de vos prochaines délibérations.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

FAVEREAU.

Le Ministre de l'Industrie et du Travail,

FRANCOTTÉ.

(1) Le texte de cette loi figure dans l'*Annuaire de la Législation du travail* publié par l'Office du travail de Belgique (1902, pp. 350 et suivantes) et qui est régulièrement distribué aux membres de la Chambre et du Sénat.

PROJET DE LOI.

WETSONTWERP.

LÉOPOLD II,**ROI DES BELGES,***A tous présents et à venir, Salut.*

Sur la proposition de Nos Ministres des
Affaires Étrangères et de l'Industrie et du
Travail,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Étrangères
est chargé de présenter en Notre nom, aux
Chambres législatives, le projet de loi dont
la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

La Convention relative à la réparation des
dommages résultant des accidents du tra-
vail conclue, le 5 avril 1905, entre la
Belgique et le Grand-Duché de Luxem-
bourg sortira son plein et entier effet.

Donné à Laeken, le 19 mai 1905.

LEOPOLD II,**KONING DER BELGEN,***Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil !*

Op voorstel van Onze Ministers van
Buitenlandsche Zaken en van Nijverheid en
Arbeid,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Buitenlandsche Zaken
is gelast in Onzen naam aan de Wetgevende
Kamers het wetsontwerp voor te leggen,
waarvan de inhoud volgt :

EENIG ARTIKEL.

De op 5 April 1905 tusschen België en
het Groothertogdom Luxemburg gesloten
Overeenkomst betreffende de vergoeding
der uit arbeidsongevallen ontstane schade,
zal hare volle en algeheele kracht hebben.

Gegeven te Laeken, den 19^{de} Mei 1905.**LÉOPOLD.****PAR LE ROI :***Le Ministre des Affaires Étrangères,***VAN 'S KONINGS WEGE :***De Minister van Buitenlandsche Zaken,***FAVEREAU.***Le Ministre de l'Industrie et du Travail, | De Minister van Nijverheid en Arbeid,***FRANCOTTE.**

CONVENTION

Sa Majesté le Roi des Belges et Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg, également animés du désir d'assurer aux ressortissants de Leurs États respectifs le bénéfice réciproque de la législation en vigueur sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, ont résolu de conclure à cet effet une convention et ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi des Belges :

Monsieur le baron DE FAVEREAU, Membre du Sénat, Chevalier de l'Ordre de Léopold, Chevalier de l'Ordre de la Couronne de Chêne, etc., etc., Son Ministre des Affaires Étrangères, et

Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg :

Monsieur le comte DE MARCHANT D'ANSENBURG, Chambellan de S. A. R. le Grand-Duc de Luxembourg et de S. M. la Reine des Pays-Bas, Commandeur de première classe avec plaque de l'Ordre d'Adolphe de Nassau, Officier de l'Ordre de la Couronne de Chêne, Commandeur de l'Ordre de Léopold, etc., etc., Son Chargé d'affaires près Sa Majesté le Roi des Belges;

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE PREMIER.

Les ouvriers belges victimes d'accidents du travail dans le Grand-Duché de Luxembourg, ainsi que leurs ayants droit, seront admis au bénéfice des mêmes indemnités et des mêmes garanties que les sujets luxembourgeois. Par réciprocité, les ouvriers luxembourgeois victimes d'accidents du travail en Belgique, ainsi que leurs ayants droit, seront admis au bénéfice des mêmes indemnités et des mêmes garanties que les sujets belges.

ART. 2.

Il sera cependant fait exception à la règle précédente lorsqu'il s'agira d'ouvriers, sans distinction de nationalité, qui sont occupés passagèrement, c'est-à-dire pendant six mois au plus, sur le territoire de celui des deux États contractants où l'accident est survenu, mais qui sont attachés à une entreprise située sur le territoire de l'autre État, auquel cas la législation de ce dernier État sera seule applicable.

ART. 3.

Les dispositions de l'article 48, n° 2, et de l'article 49, alinéa 4, de la loi luxembourgeoise du 5 avril 1902 sont suspendues expressément au profit des ayants droit de nationalité belge.

ART. 4.

Les dispositions des articles 1, 2 et 3 de la présente Convention seront semblablement applicables aux personnes que les lois de chacun des États contractants assimilent aux ouvriers, en ce qui concerne la réparation des dommages résultant des accidents du travail.

ART. 5.

Les exemptions prononcées en matière de timbre, de greffe et d'enregistrement, et la délivrance gratuite stipulée par la législation belge sur les accidents du travail, sont étendues aux actes, certificats et documents visés par cette législation qui seront passés ou délivrés aux fins d'exécution de la loi luxembourgeoise. Réciproquement, les exemptions prononcées et la délivrance gratuite stipulée par la législation grand-ducale sont étendues aux actes, certificats et documents visés par cette législation et qui seront passés ou délivrés aux fins d'exécution de la loi belge.

ART. 6.

Les autorités belges et luxembourgeoises se prêteront mutuellement leurs bons offices en vue de faciliter de part et d'autre l'exécution des lois relatives aux accidents du travail.

ART. 7.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Bruxelles le plus tôt possible.

Elle entrera en vigueur dix jours après la publication dans les formes prescrites par la législation des deux pays, et demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des Parties contractantes l'aura dénoncée.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double à Bruxelles, le 15 avril 1905.

(L. S.) FAVEREAU.

(L. S.) Le Comte d'ANSENBURG.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 2 JUNI 1905.

Ontwerp van wet goedkeurende de op 5 April 1905 tusschen België en
het Groothertogdom Luxemburg gesloten Overeenkomst betreffende de
vergoeding der uit arbeidsongevallen ontstane schade.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De Belgische wet van 24 December 1903, betreffende de vergoeding der uit arbeidsongevallen ontstane schade, maakt geenerlei onderscheid tusschen de inboorlingen en de vreemdelingen omtrent het recht op vergoeding en het verleenen van waarborgen. Hetzelfde geldt niet bij sommige vreemde wetten welke, op dat stuk, een onderscheid maken dat nadeelig is voor onze landgenooten, die in den vreemde gaan werken. Edoch, in die wetten is de mogelijkheid voorzien, min of meer volkomen af te wijken van die beperkingen.

De Regeering des Konings heeft niet nagelaten, naar de middelen uit te zien om, voor onze landgenooten, de hoogste voordeelen te bekomen welke de vreemde wetten aan de Belgische werklieden kunnen verleenen. Onderhandelingen werden aangeknoopt tot het sluiten van internationale overeenkomsten welke, boven en behalve het hooger aangeduide hoofdpunt, nog andere minder belangrijke punten zouden regelen, zooals het vaststellen welke wet toepasselijk is bij tijdelijk arbeiden, in den vreemde, van werklieden die verbonden zijn aan op Belgisch grondgebied gevestigde ondernemingen, de wederkerige waarborg van de fiskale vrijstellingen die in zake ongevallen toegestaan worden, en de onderlinge hulpverleening, tusschen de betrokken Beheeren, tot het vergemakkelijken, in het een en in het ander land, van de uitvoering der wetten betreffende arbeidsongevallen.

De Regeering des Konings heeft de eer, Mijne Heeren, aan uwe goedkeuring eene eerste Overeenkomst voor te leggen welke, met betrekking tot het bovenstaande, met het Groothertogdom Luxemburg gesloten werd.

Deze Overeenkomst heeft voor uitwruksel, dat de beperkingen vervat in artikel 48, nr 2, en 49, lid 3, van de Luxemburgsche wet van 3 April 1902, betreffende de verzekering tegen arbeidsongevallen (1), niet op de Belgische werklieden en hunne rechtverkriggenden van toepassing zijn.

Overeenkomstig artikel 48, nr 2, is het recht op rente, bij ongeval, opgeheven « gedurende heel den tijd dat de uitlandsche rechthebbende niet in » het Groothertogdom verblijft »; luidens artikel 49, lid 3, « kunnen » de vreemdelingen, die het Groothertogdom verlaten zonder inzicht er terug » te komen, vergoed worden door de eenige en algeheele betaling van een » kapitaal, gelijk aan het drievoudige van de jaarlijksche rente ».

Voortaan zijn die bepalingen niet meer van toepassing op de Belgen die, zonder eenige uitzondering, al de voordeelen zullen genieten welke aan de onderdanen van het Groothertogdom toegestaan zijn.

Het zal overbodig zijn te wijzen op het groot belang dat de Overeenkomst biedt, vooral voor die onzer landgenooten, welke niet ver van de grens wonen en dagelijks in de fabrieken van het Groothertogdom gaan werken.

Hoogst wenschelijk is het, dat deze Akte hare kracht hebbe bij de inwerkingtreding van de Belgische wet van 24 December 1903, en wel op 1 Juli eerstkomende. Derhalve durft de Regeering aandringen, Mijne Heeren, opdat dit wetsontwerp eerstdaags door U besproken worde.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

FAVEREAU.

De Minister van Nijverheid en Arbeid,

FRANCOTTE.

(1) De tekst van deze wet komt voor in het *Annuaire de la Législation du Travail*, uitgegeven door het Arbeidsambt van België (1903, blz. 330 en volgende) en geregeld uitgedeeld aan de leden van de Kamer en van den Senaat.

PROJET DE LOI.**WETSONTWERP.****LÉOPOLD II,****ROI DES BELGES,***A tous présents et à venir, Salut.*

Sur la proposition de Nos Ministres des
Affaires Étrangères et de l'Industrie et du
Travail,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Étrangères
est chargé de présenter en Notre nom, aux
Chambres législatives, le projet de loi dont
la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

La Convention relative à la réparation des
dommages résultant des accidents du tra-
vail conclue, le 5 avril 1903, entre la
Belgique et le Grand-Duché de Luxem-
bourg sortira son plein et entier effet.

Donné à Laeken, le 19 mai 1903.

LEOPOLD II,**KONING DER BELGEN,***Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil !*

Op voorstel van Onze Ministers van
Buitenlandsche Zaken en van Nijverheid en
Arbeid,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Buitenlandsche Zaken
is gelast in Onzen naam aan de Wetgevende
Kamers het wetsontwerp voor te leggen,
waarvan de inhoud volgt :

EENIG ARTIKEL.

De op 5 April 1903 tusschen België en
het Groothertogdom Luxemburg gesloten
Overeenkomst betreffende de vergoeding
der uit arbeidsongevallen ontstane schade,
zal hare volle en algeheele kracht hebben.

Gegeven te Laeken, den 19^e Mei 1903.**LEOPOLD.****PAR LE ROI :***Le Ministre des Affaires Étrangères,***VAN 'S KONINGS WEGE :***De Minister van Buitenlandsche Zaken,***FAVEREAU.**

Le Ministre de l'Industrie et du Travail, | *De Minister van Nijverheid en Arbeid,*

FRANCOTTE.

OVEREENKOMST.

Zijne Majesteit de Koning der Belgen en zijne Koninklijke Hoogheid de Groothertog van Luxemburg, gelijkelijk verlangende wederzijds aan de onderdanen hunner Staten het wederkeerig voordeel van de geldende wetgeving betreffende de vergoeding der uit arbeidsongevallen ontstane schade toe te kennen, hebben te dien einde besloten eene Overeenkomst aan te gaan en hebben tot hunne Gevolmachtigden benoemd :

Zijne Majesteit de Koning der Belgen :

Den Heer baron DE FAVEREAU, lid van den Senaat, Ridder in de Leopoldsorde, Ridder in de Orde van de Eikekroon enz., enz., Hoogstdezelfs Minister van Buitenlandsche zaken, en

Zijne Koninklijke Hoogheid de Groothertog van Luxemburg :

Den Heer graaf DE MARCHANT D'ANSEBOURG, Kamerheer van Z. K. H. den Groothertog van Luxemburg en van H. M. de Koningin der Nederlanden, Commandeur der 1^e klasse met de ster in de Orde van Adolf van Nassau, Officier in de Orde van de Eikekroon, Commandeur in de Leopoldsorde enz., enz., Hoogstdezelfs Zaakgelastigde bij Zijne Majesteit den Koning der Belgen;

die, na elkander hunne volmachten te hebben medegedeeld, welke in goeden en behoorlijken vorm zijn bevonden, omtrent de volgende bepalingen zijn overeengekomen :

ARTIKEL ÉEN.

De Belgische werklieden die in het Groothertogdom Luxemburg slachtoffers van arbeidsongevallen zijn, alsook hunne rechtverkrijgenden, worden toegelaten tot het genot van dezelfde vergoedingen en dezelfde waarborgen als de Luxemburgsche onderdanen. Bij wederkeerigheid, worden de Luxemburgsche werklieden, die in België slachtoffers van arbeidsongevallen zijn, alsook hunne rechtverkrijgenden, toegelaten tot het genot van dezelfde vergoedingen en dezelfde waarborgen als de Belgische onderdanen.

ART. 2.

Uitzondering op vorenstaanden regel zal echter worden gemaakt voor werklieden, zonder onderscheid van nationaliteit, die tijdelijk, wil zeggen gedurende zes maanden ten hoogste, werkzaam zijn op het grondgebied van dien der beide verdragsluitende Staten waar het ongeval gebeurd is, doch die verbonden zijn aan eene onderneming, gelegen op het grondgebied van den anderen Staat; in welk geval de wet van dezen laatsten Staat alleen van toepassing is.

ART. 3.

De bepalingen van artikel 48, n^o 2, en van artikel 49, lid 4, van de Luxemburgsche wet van 3 April 1902 worden, ten voordeele van de rechtverkrijgenden van Belgische nationaliteit, uitdrukkelijk opgeheven.

ART. 4.

De bepalingen van artikelen 1, 2 en 3 van deze Overeenkomst zijn gelijk van toepassing op de personen die door de wetten van elken der verdragsluitende Staten gelijkgesteld zijn met werklieden, wat betreft de vergoeding der uit arbeidsongevallen ontstane schade.

ART. 5.

De vrijstellingen, uitgesproken in zake zegel, griffie en registratie en de kosteloze afgifte bepaald door de Belgische wetgeving op de arbeidsongevallen, worden uitgebreid tot de door die wetgeving bedoelde akten, getuig-schriften en bescheiden, die opgemaakt of afgegeven worden tot uitvoering der Luxemburgsche wet. Wederkeerig worden de uitgesproken vrijstel-lingen en de kosteloze afgifte, bepaald door de wetgeving van het Groot-hertogdom, uitgebreid tot de door die wetgeving bedoelde akten, getuig-schriften en bescheiden, die opgemaakt of afgegeven worden tot uitvoering der Belgische wet.

ART. 6.

De Belgische en Luxemburgsche overheden zullen elkander behulpzaam zijn tot het vergemakkelijken, in het een en in het ander land, van de uit-voering der wetten betreffende arbeidsongevallen.

ART. 7.

Deze Overeenkomst zal worden bekrachtigd en de akten van bekrachtig-ing ervan zullen zoo spoedig mogelijk worden uitgewisseld te Brussel

Zij treedt in werking tien dagen na de bekendmaking, in de vormen voorgeschreven door de wetgeving van beide landen, en zal verplichtend blijven tot na verloop van één jaar na den dag waarop eene of andere der Verdragsluitende Partijen ze zal hebben opgezegd.

Ten blijk van waarvan de Gevolmachtigden deze Overeenkomst hebben onderteekend en er hun zegel op hebben afgedrukt.

In tweevoud gedaan te Brussel, den 15^e April 1903.

(L. S.) FAVEREAU.

(L. S.) Le Comte d'ANSEMBOURG.

